

Pour publication immédiate

Contact pour les médias :

Jade Lavallée Labossière

H+K Stratégies

514-375-2730

jade.lavallee-labossiere@hkstrategies.ca

Les politiques canadiennes d'informatique en nuage se développent selon l'étude BSA Global

L'étude fait le classement des politiques d'informatique en nuage; le Canada fait des progrès, la Russie et la Chine prennent du retard.

CANADA — 26 avril 2016 — Dans une nouvelle étude de grande envergure de la [BSA | la Software Alliance](#) qui a évalué les politiques d'informatique en nuage dans le monde entier, le Canada se classe au 4^e rang sur 24 dans du marché mondial des TI par rapport à son classement en 9^e place en 2013, signe que le cadre juridique et réglementaire de l'informatique en nuage au Canada encourage l'innovation en nuage.

L'étude 2016 de la BSA sur l'informatique en nuage (*BSA Global Cloud Computing Scorecard 2016*) classe l'état de préparation de l'informatique en nuage de 24 pays qui représentent 80 pour cent des marchés de TI au monde. Chaque pays est noté sur ses forces et ses faiblesses dans sept domaines stratégiques clés.

L'informatique en nuage permet à quiconque, une entreprise en démarrage, un consommateur, un gouvernement ou une petite entreprise, d'accéder rapidement et efficacement à la technologie d'une façon rentable. Ces services en retour ouvrent la porte à une connectivité, une productivité et une compétitivité inégalées.

Les résultats de cette année démontrent que presque tous les pays ont apporté de saines améliorations à leur environnement politique depuis la publication de l'étude précédente de la BSA en 2013. Mais la stratification entre les réalisations des groupes de pays (grandes, moyennes et petites) s'est agrandie, alors que les pays de rang moyen stagnent et que les pays très performants continuent d'affiner leur environnement politique.

« C'est encourageant de noter que le Canada a progressé dans le classement, et que depuis 2013 le Canada a renforcé son engagement dans l'innovation de politiques d'informatique en nuage. Cependant, il y a encore du travail à faire », a déclaré Victoria Espinel, présidente-directrice général de BSA | La Software Alliance. « Les pays du monde entier doivent reconnaître que leurs politiques affectent le marché du nuage mondial. Le rapport est un appel à tous les gouvernements à travailler ensemble pour assurer les avantages du nuage dans le monde entier ».

En termes de classement général, les plus grandes améliorations ont été faites par l'Afrique du Sud (avec un gain de six places) et au Canada (avec un gain de cinq places).

Notamment, trois des pays qui avaient pris du recul dans le classement – la Thaïlande, le Brésil et le Vietnam — continuent de faire des gains significatifs et cohérents et diminuent leur écart avec les pays de niveau intermédiaire. Les principaux marchés informatiques du monde sont restés stables avec des gains modestes.

Des tendances négatives menacent également. Par exemple, quelques pays font la promotion de politiques de libre-échange ou d'harmonisation des politiques de l'informatique en nuage. La Russie et la Chine, en particulier, ont imposé de nouvelles politiques qui nuiront à l'informatique en nuage en limitant la capacité aux fournisseurs de services d'informatique en nuage à une libre circulation transfrontalière des données.

Le classement complet des 24 pays et les résultats détaillés sont disponibles en visitant le site suivant : www.bsa.org/cloudscorecard.

#

À propos de la BSA

BSA | La Software Alliance (www.bsa.org) est le principal défenseur de l'industrie mondiale du logiciel auprès des gouvernements et du marché international. Elle compte parmi ses membres les entreprises les plus novatrices à travers le monde veillant à la création de solutions logicielles stimulant l'économie et améliorant la qualité de vie. Avec son siège social à Washington, DC, et ses opérations dans plus de 60 pays à travers le monde, la BSA est une chef de file dans les programmes de conformité faisant la promotion de l'utilisation légale de logiciels et se porte à la défense des politiques publiques qui encouragent l'innovation technologique et la croissance de l'économie numérique.